



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/53/814
S/1999/95
29 janvier 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-troisième session
Points 20, 105 et 110 de l'ordre du jour
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE
HUMANITAIRE ET DES SECOURS EN CAS DE
CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE
ÉCONOMIQUE SPÉCIALE
RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES
NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS, QUESTIONS
RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS ET
AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS
HUMANITAIRES
QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 29 janvier 1999, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Érythrée auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport de première main, publié le 29 janvier 1999 par Amnesty International, qui concerne les violations flagrantes des droits fondamentaux des Érythréens et des Éthiopiens d'origine érythréenne commises par le Gouvernement éthiopien (voir annexe). Je ne saurais trop insister sur la brutalité des expulsions massives opérées par le régime éthiopien, auxquelles la communauté internationale se doit de réagir. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 105 et 110 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

Annexe

RAPPORT PUBLIÉ LE 29 JANVIER 1999 PAR AMNESTY INTERNATIONAL

Éthiopie/Érythrée : Amnesty International est témoin
de la brutalité des expulsions massives

"Ils sont venus me chercher la nuit, m'ont jeté en prison sans me laisser le temps d'emporter des affaires. Je leur ai demandé de quel crime j'étais coupable. 'Vous êtes Érythréen', m'ont-ils dit."

À leur retour d'Éthiopie et d'Érythrée, où ils étaient allés enquêter, des représentants d'Amnesty International ont annoncé aujourd'hui que la menace d'une expulsion massive par la force pèse désormais sur toute personne d'origine érythréenne se trouvant en Éthiopie, ce qui inflige chaque semaine des souffrances indicibles à des milliers de familles.

Les représentants d'Amnesty International ont été témoins la semaine dernière, en Érythrée, de l'arrivée de 1 280 femmes, hommes et enfants d'origine érythréenne qui avaient été rassemblés et expulsés par les autorités éthiopiennes. La plupart de ceux avec qui Amnesty International a pu s'entretenir étaient porteurs d'un passeport éthiopien, étaient nés en Éthiopie ou y avaient passé toute leur vie active, et se considéraient comme Éthiopiens.

La politique d'expulsion des personnes d'origine érythréenne menée par l'Éthiopie depuis que la guerre a éclaté entre les deux pays en mai 1998 s'est transformée en une opération systématique, à l'échelle du pays, d'arrestation et d'expulsion de quiconque est entièrement ou en partie d'origine érythréenne. C'est ainsi que 52 000 Érythréens ont été expulsés arbitrairement d'Éthiopie au cours des sept derniers mois, et 6 300 en janvier 1999.

Selon les représentants d'Amnesty International, on arrête et on emprisonne désormais, au milieu de la nuit, des femmes, parfois enceintes, des enfants, des personnes âgées, jusqu'à des malades hospitalisés.

"Des personnes de tous âges, nourrissons ou retraités, sont incarcérées dans des conditions très pénibles pendant plusieurs jours avant d'être contraintes d'embarquer à bord d'autocars sous escorte armée, dans le meilleur des cas avec un seul bagage, après quoi elles sont déchargées à la frontière, où elles arrivent affamées et épuisées, souvent malades, après un voyage de trois jours."

Des familles ont été séparées, le chef de famille étant généralement expulsé en premier et l'épouse, les parents et les enfants, des semaines, voire des mois, plus tard. Pour les nombreux couples éthio-érythréens, le conjoint éthiopien se voit interdire de partir et est contraint d'assister impuissant à l'expulsion de son conjoint et des enfants.

Les expulsés ont dû abandonner leur maison, leurs effets personnels, leur entreprise et tous leurs autres biens, sans aucune garantie de pouvoir rentrer en leur possession. Toute protestation donnait lieu à des menaces ou à des

/...

coups. Les expulsés ont été déchus arbitrairement de leur nationalité éthiopienne sans préavis, sans procédure légale ni droit de recours.

Le Premier Ministre éthiopien, Meles Zenawi, a déclaré que les personnes expulsées représentaient une menace pour la sécurité nationale et qu'elles avaient renoncé à leur nationalité éthiopienne en votant au référendum de 1993 sur l'indépendance de l'Érythrée.

Les représentants d'Amnesty International se sont rendus en Éthiopie en octobre 1998 et en Érythrée en janvier 1999 afin d'examiner des allégations, provenant des deux côtés, de violations des droits de l'homme commises à l'issue du conflit de mai 1998. Ils ont rencontré de hauts responsables et se sont entretenus avec des rapatriés des deux pays.

Pas moins de 22 000 Éthiopiens sont rentrés d'Érythrée en Éthiopie depuis mai, après avoir généralement perdu leur emploi et se trouvant sans ressources à cause des hostilités, craignant parfois des représailles. Les représentants d'Amnesty n'ont trouvé aucun élément de preuve à l'appui des allégations de l'Éthiopie selon lesquelles 40 000 Éthiopiens auraient été sérieusement maltraités et expulsés par la force d'Érythrée depuis mai 1998.

Amnesty International a cherché à se renseigner sur le bombardement par l'Érythrée d'une école à Makalé, dans le nord de l'Éthiopie, en juin 1998. Le Gouvernement érythréen a reconnu que les 48 civils tués, dont des femmes et des enfants, étaient une "erreur", mais il n'a institué aucune enquête indépendante. Un avion éthiopien a le même jour bombardé l'aéroport d'Asmara, capitale de l'Érythrée, tuant une personne.

Amnesty International engage à nouveau le Gouvernement éthiopien à mettre fin aux expulsions et aux mauvais traitements des personnes expulsées, ainsi qu'à la détention arbitraire de milliers d'autres Érythréens, dont 38 étudiants au camp militaire de Blatien. Ces expulsions et détentions arbitraires sont contraires à la loi et à la Constitution éthiopiennes ainsi qu'aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Éthiopie.

En cas de poursuite des combats, l'organisation de défense des droits de l'homme engage les deux parties à respecter les Conventions de Genève, que l'Érythrée devrait ratifier immédiatement. Elles devraient également veiller à ce que les civils ne soient pas la cible ou les victimes des combats et que personne, ni des Érythréens en Éthiopie, ni des Éthiopiens en Érythrée, ne subisse de représailles à cause de ses origines nationales.

"La communauté internationale – en particulier les représentations diplomatiques en poste en Éthiopie – doit rompre son silence et adopter une position commune devant les expulsions et autres violations des droits de l'homme", a déclaré Amnesty International.

Rappel des faits

Les expulsions d'Érythréens d'Éthiopie ont commencé le 12 juin, un mois après le début de la guerre, en mai 1998, entre les deux anciens proches alliés qui avaient combattu ensemble dans des mouvements de guérilla pour renverser le

Gouvernement éthiopien (Dergue) en 1991, l'Érythrée devenant alors un État indépendant distinct. Tout a commencé par un conflit frontalier, qui a donné lieu à des combats au sol, puis à des attaques aériennes par les deux parties ainsi qu'à des tirs d'artillerie sporadiques le long de la frontière.

L'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des Nations Unies, les États-Unis et d'autres pays poursuivent leur médiation afin d'éviter une guerre totale quasiment imminente, qui aurait des effets dévastateurs pour les deux parties. Celles-ci se sont l'une et l'autre réarmées et massent des troupes le long de la frontière, et les combats ont déjà eu pour effet de déplacer un quart de million de personnes.

L'Éthiopie est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, à la Convention sur les droits de l'enfant et aux Conventions de Genève.
